**La connaissance, enjeu politique et géopolitique**

Le début de l’année 2021 est marquée par la diffusion des premiers vaccins contre le SARS-COV 2 pour enrayer l’épidémie de COVID-19, commencée à Wuhan en République Populaire de Chine (RPC) en 2019. La Chine et la Russie ont produits leurs vaccins. La Grande-Bretagne (Cambridge / Astra Zeneca) et les États-Unis (BioNtech / Pfizzer) ont commencé la campagne de vaccination sur leur territoire et ont vu leurs vaccins autorisés en Europe. Cuba teste 4 vaccins. L’orgueil de l’Union Européenne (UE) est blessé : non seulement ses laboratoires n’ont produits aucun vaccin, mais des pays considérés avec une grande condescendance, comme la Chine et la Russie, ont déposé leurs vaccins auprès des autorités sanitaires de l’UE avec de bonnes chances de les voir acceptés. La France, dont la tradition scientifique moderne a produit aussi bien les découvreurs du radium (Les époux CURIE) que le concepteur du vaccin moderne lui-même (Louis PASTEUR), est distancée. La « vieille Europe » est marginalisée dans « l’économie de la connaissance » (MACHLUP, *The Production and Distribution of Knowledge in the United States,* 1962 & DRUCKER, *The Age of Discontinuity. Guidelines to Our Changing Society*, 1969). Et, partant, dans le jeu géopolitique contemporain.

La production et la diffusion de la connaissance, par les laboratoires, les universités mais aussi les systèmes éducatifs et de plus en plus depuis les années quatre-vingt dix et la numérisation des économies, par les entreprises, sont un enjeu politique : les politiques publiques les plus efficaces, comme le montre la pandémie de COVID-19, ont été soit les États totalitaires (Chine, Russie, Cuba) soit les pays les plus libéraux (Grande-Bretagne, l’Amérique) en dépit du nombre de morts importants (Près de 400 000 aux États-Unis soit 25% des décès mondiaux, plus de 60 000 en Angleterre, le pays le plus touché d’Europe). La production et la diffusion de la connaissance est aussi un enjeu géopolitique : la stratégie européenne d’une internationalisation des connaissances liées au SARS-COV 2 est un échec car elle ne lui a pas permis de produire un vaccin alors que la Chine promet à ses États clients, dont l’essentiel est en Afrique, la mise à disposition à faible coût d’un vaccin classique (Sans utilisation de l’ARN messager) facile à stocker et à transporter, tandis que les chaînes de production d’Astra Zeneca s’avèrent incapables de faire face à la demande. **Le *hiatus* entre la RPC et l’UE est devenue un gouffre. Perdant la bataille de la connaissance, l’UE a perdu la bataille géopolitique du *leadership*.**

La connaissance est donc un enjeu politique et géopolitique : comment comprendre que **la connaissance** soit devenue aujourd’hui un tel enjeu et qu’elle soit **un élément de la puissance ?**

La connaissance est un enjeu politique : elle procède d’un contexte que le politique modèle. Mais elle est aussi un enjeu géopolitique car elle donne des capacités d’action et donc de la puissance : c’est le *smart power*. Pour autant, les vieilles logiques impériales héritées du XIXe siècle restent des expressions de la puissance, quand de plus en plus, par ailleurs, c’est la propriété de la connaissance plus que la production de la connaissance qui fonde la puissance.

**\* \* \***

**La production et la diffusion de connaissances revêtent des enjeux politiques :** le récent coup d’État en Birmanie, où l’Internet et les réseaux sociaux sont régulièrement suspendus, montre que la diffusion de la connaissance est un outil de contrôle social. Les programmes scolaires, et notamment ceux d’Histoire et de Philosophie, sont un enjeu majeur du politique dans la construction d’une identité nationale ou régionale. C’est pourtant loin d’être une nouveauté.

**Qu’est-ce qui donne l’impression que la connaissance a acquis une dimension nouvelle qui en fait un véritable enjeu politique ?** Le savoir dans l’Antiquité, qu’elle soit proche-orientale ou méditerranéenne, est affaire de personne privée : même si les États en profitent évidemment. Et César en Gaulle soumet ses ennemis autant avec ses ingénieurs qu’avec ses légionnaires. Au milieu du Moyen Âge, en Occident, le pouvoir s’empare de la question de la production et de la diffusion du savoir. La création des universités, notamment celle de La Sorbonne en France, la constitution des archives royales en France, volonté expresse de Philippe Auguste, puis d’un corps de juristes (Les « légistes » de Philippe le Bel) professionnalise la fonction d’officier du roi et sert le renforcement du pouvoir. Si le savoir libère, il permet aussi de surveiller. On est déjà loin du modèle grec d’une assemblée d’aristocrates éclairés dissertant librement dans les jardins d’Athènes sur des questions existentielles. On est même loin du modèle des pédagogues rémunérés par des riches familles pour éduquer leurs enfants aux arcanes de la rhétorique ou de la politique. Le savoir ne sert plus seulement des intérêts de classe, mais aussi des intérêts politiques du pouvoir. Les agents du roi désormais entrent en compétition avec l’aristocratie dans la gestion des affaires publiques. En Chine le système des concours définitivement mis en place sous les Ming suit le même schéma. Désormais, deux modèles d’États s’affrontent silencieusement : des États qui se dotent d’un corps de fonctionnaires professionnels, d’autres qui restent sur un modèle de gestion aristocratique des affaires de l’État. La création des lycées en France (1804) étend cette exigence de professionnalisation aux questions militaires, les lycéens étant originellement destinés aux carrières militaires. La France est pionnière en la matière : au XVIIIe siècle la dynamique connaît une accélération (Création des écoles militaires, création des écoles d’ingénieurs comme l’École des Ponts et Chaussées). De la fin du XIXe siècle (Gratuité et obligation de la scolarité), au milieu du XXe siècle (1945, création de l’ENA), l’État en France met la main sur la production et la diffusion du savoir (Création du CNRS, création de l’école polytechnique). Excepté les pays anglo-saxons qui restent majoritairement sur un modèle de scolarité privée, l’ensemble des pays du monde suivent l’exemple français d’une fonction publique réglementée et professionnalisée dans des organismes de formations publics. Dans les pays anglo-saxons, le corps politique se technicise aussi, mais sans la professionnalisation qu’on lui connaît ailleurs : Harvard fournit, avec les universités de la *Ivy League*, l’essentiel du corps politique et de la haute fonction publique. Dans le second XXe siècle, seuls quelques rares présidents américains ne sont pas issus de Harvard ou d’une de ses consœurs.

**L’accès des filles à la connaissance est, par exemple, un enjeu clairement politique**, c’est-à-dire qui procède d’une politique publique (ou de son absence) ou de volonté générale. Louise LABÉ (*Œuvres*, 1556), femme de Lettres, évolue dans un contexte politique de transition, entre le Moyen Âge où les femmes sont cantonnées à une éducation de distraction et de gestion du ménage héritée de Xénophon et de son *Économique* (Les femmes sont éduquées pour coudre, tisser, jouer d’un instrument, danser et chanter avec un vernis léger de savoir biblique) et l’affirmation de l’humanisme, notamment à travers la Réforme, où les femmes sont invitées à lire et à prendre parti dans les querelles politiques. Ses poèmes, illustrations formelle des nouvelles règles imposées par La Pléiade, mettent les femmes à l’égal des hommes, notamment dans l’expression du désir amoureux et du plaisir. Christine de PISAN (*La Cité des Dames*, 1418) avait ouvert la voie. Les femmes mécènes sont nombreuses pendant la Renaissance : on pense au XVIe siècle à Marguerite de NAVARRE, en particulier. L’action des femmes comme créatrices de connaissance ou acteurs de la diffusion des connaissances se renforce alors pour atteindre un premier apogée au XVIIIe siècle : Olympes de GOUGES combat l’esclavage des Africains déportés aux Antilles et en Amérique, Madame GEOFFRIN et Madame du DEFFAND tiennent des salons où les esprits les plus savants du temps se rencontrent. Catherine II de Russie est mécène des Philosophes de son temps, VOLTAIRE et DIDEROT reçoivent ses subsides, Marie-Anne PAULZE, épouse de LAVOISIER, est la collaboratrice de son mari, un des savants les plus avancés des Lumières. Tous ces exemples ne montrent finalement que des réussites individuelles, sans volonté politique de faire évoluer la condition intellectuelle des femmes : Madame GEOFFRIN elle-même, bien que salonnière, avait une instruction sommaire. Le XIXe siècle, marqué par le *Code civil* et les valeurs bourgeoises marque un recul de la condition féminine, mais les femmes accèdent à l’école plus largement : en France, la République veut des filles convaincues des idéaux républicains qui éduqueront leurs enfants dans la foi républicaine. Marie CURIE quitte la Pologne sous occupation russe où les femmes sont exclues des universités pour poursuivre ses études en France : elle participe alors à un mouvement féministe de grande ampleur qui voit les femmes devenir avocates, professeur en Sorbonne, Prix Nobel… C’est bien l’action politique des femmes et les mesures législatives et légales qui permettent aux femmes d’entrer durablement dans la production et la diffusion de la connaissance. À l’inverse, en Asie centrale, comme en Afghanistan ou au Pakistan, les filles restent encore exclues de l’accès à la connaissance : le martyr de MALALA, victime de persécutions, est révélateur d’une absence de réelle volonté politique.

**La production de connaissance est aussi un enjeu de pouvoir.** Le projet Manhattan de construction de la bombe atomique américaine en est une manifestation patente : même si, au final, la bombe atomique ne fut qu’une dépense marginale dans l’effort de guerre américain, la volonté d’investir sur un temps long alors que les défaites et les incertitudes s’accumulaient ne peut provenir que d’une volonté politique forte. Alors que les Nazis pensaient que la science nucléaire était « enjuivée » et avaient perdu leurs principaux savant dans ce domaine, les Américains marginalisaient les savants européens suspectés d’être communistes et confiaient le projet à un natif, OPPENHEIMER. Les services de renseignement illustrent aussi l’enjeu politique que représente la connaissance : la connaissance des secrets ennemis - ou des pays supposés ennemis - n’est que la traduction moderne du proverbe romain *Si vis pacem, para bellum*(« Si tu veux la paix, prépare la guerre »). Les agences de renseignements ont pour justification de connaître les intentions ennemies pour éclairer la décision politique. Bien sûr, l’idée sous jacente est aussi de rééquilibrer la balance en cas d’asymétrie entre deux puissances. La *Central Intelligence Agency* (CIA) américaine, née de la fusion des services de renseignements de la Seconde Guerre mondiale (1937-1945) dont le célèbre OSS, ou le KGB soviétique, furent des organisations stratégiques pendant la Guerre Froide (1947-1991). Elles ont permis la surveillance de l’ennemi et notamment le rattrapage militaire russe dans les années soixante-dix et quatre-vingt, du fait du KGB, ou la chute de régimes hostiles, notamment celui de MOSSADEGH en Iran ou celui de Salvador ALLENDE au Chili (1973), tous deux déposés sous le patronage de la CIA. Formées des brillants étudiants ou des membres des services spéciaux des armées, les services de renseignement participent aussi à la création de la connaissance parce que leurs analystes savent donner du sens à des informations parcellaires et fragmentées. Mais ces officines peuvent aussi intoxiquer les décideurs. C’est le cas de la CIA lors de la préparation de l’invasion de l’Irak (2003) par les États-Unis qui prétendaient que le pouvoir de SADDAM Hussein possédait des armes de destruction massive tout en sachant pertinemment que ces armes avaient été détruites depuis 1991 et 1992. Il s’agit là d’un cas de mensonge flagrant et de manipulation des décideurs politiques et des opinions publiques, comportement délictueux qui montre combien ces organismes occupent une place ambivalente dans les démocraties où l’opacité nécessaire à leur fonctionnement fourni aussi un alibi pour échapper au contrôle du politique.

**La connaissance est un enjeu politique : elle renforce l’action publique, la conforte et en est aussi le décalque.** Quand la République, à l’assise incertaine, cherche des appuis elle favorise l’accès des femmes au savoir, quand les régimes veulent se prémunir, leurs services de renseignements œuvrent à les protéger, parfois à les protéger de leurs propres opinions publiques. La CIA et le KGB furent autant des agences de renseignement que de surveillance : ANDROPOV et POUTINE en Russie, George Herbert BUSH aux États-Unis sont des chefs d’États issus des services de renseignement…

**\***

La connaissance est aussi un enjeu géopolitique. Là encore, rien de neuf. Les civilisations de l’Antiquité et du Moyen Âge savaient ce qu’étaient l’espionnage, et la maîtrise technique assurait aussi une supériorité dans les domaines économiques et militaires que les États transformaient en rayonnement et en puissance. **La rupture vient peut-être de la place prise par la production et la diffusion du savoir** **dans la fabrique de la puissance**, ce qu’on appelle le *Smart Power*.

**La maîtrise du savoir est un atout de supériorité dans la compétition économique et politique mondiale dans la mesure où une accélération spectaculaire des connaissances a eu lieu dans l’informatique :** il n’est pas sûr d’ailleurs qu’une fois l’économie entière numérisée cette prépondérance de la connaissance dans la fabrique de la puissance soit aussi forte. Une fois l’effet de rattrapage réalisé, la connaissance technique et scientifique ne redeviendra peut-être qu’un élément parmi d’autre dans la construction et le rayonnement de la puissance. Mais au début du XXIe siècle, la connaissance est incontestablement un outil de puissance, donc un enjeu géopolitique. Le combat entre les États-Unis et la République Populaire de Chine (RPC) au sujet de Huawei montre l’ampleur des répercussions qu’une asymétrie forte dans le domaine des brevets de téléphonie mobile peut prendre. Sans champion national comme ZTE ou Huawei, les États-Unis utilisent les tactiques politico-économiques classiques : arrestation de dirigeant de Huawei comme la directrice financière détenue de longs mois au Canada, embargo sur certains composants électroniques, interdiction à des entreprises américaines de vendre de la technologie à Huawei, guerre commerciale pour allumer des contre-feux en attendant un règlement de la question. C’est une démonstration en creux que la connaissance fonde la puissance : sans brevet, l’Amérique ressort la diplomatie de la canonnière avec la Chine, le « *Big stick* » de Théodore ROOSEVELT, et dans une certaine mesure cela marche mais chacun comprend bien que ça ne durera qu’un temps. Huawei vient de perdre des parts de marchés dans le monde, et même en Chine, où sa part sur le marché des Smartphone est passée de 45% à 39% entre 2019 et 2020. Mais les parts perdues ont été récupérées par … d’autres entreprises chinoises et pas par Apple, ni même par Samsung. Dans le domaine de la cyber-sécurité, le retard entre les États-Unis et ses deux compétiteurs russes et chinois est patent : soupçons contre les Russes de manipulation des élections de 2016, attaques chinoises contre des firmes de production de logiciels, les États-Unis sur la défensive sur tous les plans semblent dépassés. Faut-il en conclure à la fin de la puissance américaine dans ce domaine ? Difficile à dire dans la mesure où cette situation s’est déjà présentée dans les années quatre-vingt et quatre-vingt dix où le Japon avait gagné la bataille des consoles de jeux vidéos et des ordinateurs, avant que l’Amérique n’invente un nouveau modèle d’usage de l’informatique avec les Smartphones quelques années plus tard…

**Le rayonnement culturel, fondement du *soft power* théorisé par Joseph NYE (*Power and Interdependence : World Politics in transition*, 1977, Harvard), est de plus en plus fondé sur la production de la connaissance.**La puissance d’un État ne se mesure plus seulement à la séduction que l’ensemble de son modèle idéologique peut exercer mais aussi à la production d’un savoir supérieur en technique aux autres mais. Le S*oft Power* (Séduction qu’exerce un modèle) est de plus en plus un *Smart Power* (Pouvoir de produire des connaissances rares). Le *Smart Power* peut-être également une arme de distinction géopolitique comme l’exemple de l’Inde le montre. Depuis le milieu des années quatre-vingt, l’Inde exporte ses ingénieurs : formés dans les Instituts d’Ingénierie et de Technologie (IIT) créés par le gouvernement fédéral indien, les ingénieurs indiens migrent ensuite dans les universités américaines pour les études universitaires de 2ième cycle. Comme Sundar PICHAI, l’actuel *CEO* de Google (2015) formé d’abord dans le Bengale puis à Stanford, en Californie et à la *Wharton School*, la plus ancienne école de commerce des États-Unis, elle-même faculté de l’Université de Pennsylvanie, université de l’*Ivy League*, fondée par Benjamin FRANKLIN, lui-même un des Pères fondateurs des États-Unis. Ce parcours d’excellence n’a été possible que grâce à l’investissement massif du gouvernement indien dans l’économie de la connaissance. Outil d’émergence, la connaissance est pour l’Inde un outil de rayonnement. Dernier exemple en date du rayonnement de l’Inde par la connaissance : son envoi de 5 millions de doses de vaccin anti-COVID au Bengladesh, à l’Afghanistan, au Népal et au Bhoutan, des États voisins mais qui servent aussi de glacis antichinois alors que les incidents de frontières entre l’Inde et la RPC se multiplient dans l’Himalaya… Les États-Unis connaissent bien ce modèle puisque leurs universités forment les cadres supérieurs des institutions internationales et des pays en développement dans le monde : quelle personnalité politique des pays en développement n’est pas intimement persuadée que le libéralisme est la seule voie sensée pour le développement ? Alpha CONDÉ en Guinée-Conakry, Alassane OUATTARA en Côte d’Ivoire, bien des ministres de l’économie et des finances en Afrique sont d’anciens diplomates et experts autoproclamés de la Banque mondiale ou du Fonds Monétaire International (FMI), acquis de longue date aux vertus supposées du libéralisme. Dès lors, leurs professions de foi antioccidentale ou antiaméricaine sont risibles puisqu’ils mettent en place des politiques libérales qui accroissent le rayonnement économique des États-Unis d’abord, et des pays riches en général (Chine comprise). La République Populaire de Chine forme ses cadres avec des *Masters of Public Administration* (MPA) issus de Harvard. Et ne parlons pas des *Master of Business Administration* (MBA) qui, partout dans le monde, ne sont que des décalques des MBA américains.

**La connaissance, la maîtrise de sa production et de sa diffusion, est-elle suffisante pour fabriquer de la puissance géopolitique ?** L’exemple des États-Unis montre qu’à l’évidence ce n’est pas le cas. Pour 5% de la population scolarisée dans le monde (Primaire, Secondaire et Universitaire), les États-Unis réalisent 30% des dépenses mondiales d’éducation. Le cyberespace est détenu par leurs entreprises (Les GAFAM), leurs universités sont si attractives que les plus prestigieuses accueillent sur leurs campus 50% d’étrangers. Les Prix Nobels sont quasiment tous employés aux États-Unis (274 lauréats sont d’origine américaine sur 950 soit 29% sans compter les Prix Nobels venus s’installer aux États-Unis après réception de leur prix…. Et pourtant. La Chine, dépendante encore de la technologie américaine voire de la technologie de leurs alliés (Semi-composants taïwanais pour les Smartphones), n’est pas sensible à la contrainte américaine. En Mer de Chine méridionale elle mène une politique impériale qui menace les intérêts des proches alliés américains (Corée, Philippines, Taïwan, Japon), au Tibet avec ses projets de sinisations de l’Himalaya, dans le Xinjiang avec la répression contre les Ouïghours, à Hong Kong avec la répression contre les mouvements pro-démocratie, la Chine est maître du jeu. Elle stoppe les projets de condamnation du coup d’État en Birmanie (2021). Les régimes politiques des pays mis sous embargo par les États-Unis (Corée du Nord, Cuba, Iran, Venezuela) sont toujours en place, parfois depuis plus de 70 ans (Corée du Nord) ou 60 ans (Cuba). Ces pays sont devenus plus industrialisés, plus riches (Iran) et plus puissants (La Corée du Nord possède l’arme atomique) qu’ils ne l’étaient avant leur mise sous embargo. La technologie américaine n’a pas empêché les défaites militaires (Vietnam, 1975) voire des effets contraires (Le basculement de l’Irak dans la sphère chiite de l’Iran). Des régions entières du monde se sont détachées de leur influence américaine ou ont vu celle-ci se réduire : le cas de l’Amérique latine est symptomatique (Venezuela et la révolution bolivarienne pour les Amériques de CHAVEZ). Leur défaite en Syrie récemment montre que le jeu des alliances impériales héritées des logiques d’alliances géopolitiques du XIXe siècle (L’alliance de circonstance entre la Chine, la Turquie, l’Iran et la Russie) compte plus que tout *Soft power* et *Smart Power* réunis peuvent faire. La puissance (Capacité de contraindre et d’échapper à la contrainte) ne se limite pas à des capacités de projection militaire théoriques (Dans ce domaine, les États-Unis ne sont égalés par personne), des PIB ou des IDH ou des classements internationaux flatteurs : la puissance nécessite d’être capable de produire un discours pour le Reste Du Monde (RDM) qui inscrit votre projet pour le monde au cœur des autres projets internationaux : et les États-Unis ne sont, depuis bien longtemps, plus crédibles dans le domaine de l’idéologie. Plus personne ne pense le modèle américain comme un horizon désirable pour le monde.

La connaissance est donc un enjeu géopolitique car elle est une composante importante de la puissance, mais elle n’est pas le fondement de la puissance. **La propriété de la puissance semble être un enjeu géopolitique et politique de plus grande ampleur :** on peut s’interroger aussi sur la fascination exercée par la maîtrise de la connaissance technique et scientifique. N’est-elle pas un fondement en trompe l’œil de la puissance, puisque passagère par définition ?

**\***

**Ce n’est pas la connaissance en elle-même qui fonde la puissance, mais sa propriété.** Et c’est là la rupture majeure avec les siècles passés : le droit intellectuel s’est considérablement développé et la propriété intellectuelle fait l’objet d’une juridiction internationale chaotique tandis que la cyber-sécurité peine à garantir le secret industriel. La connaissance scientifique, transitoire par définition, n’est-elle pas une illusion de puissance ?

Le déséquilibre entre puissances mondiales ne tient pas seulement au capital intellectuel mais à **sa propriété** comme le montre l’exemple de la guerre que les États-Unis et la Chine se mènent au sujet de Huawei. Le retard américain se mesure à la diminution régulière du nombre de brevets déposés notamment sur la 5G, la cinquième génération de téléphonie mobile. Si la Chine représentait 21% des Brevets Essentiels à une Norme (BEN) pour la 4G, elle en représente 35% pour la 5G, soit une augmentation de plus de 50%. Les États-Unis qui représentaient 17% des BEN de la 4G n’en représentent plus que 13%. Et comme la Corée du Sud (3e producteur de BEN) a gardé son rang (25% dans les deux cas), la place perdue par les États-Unis a été essentiellement gagnée par la Chine. En d’autres termes, la téléphonie de demain appartiendra de plus en plus à des Chinois et de moins en moins à des Américains. Cela, additionné à l’absence de leader national dans la fabrication des composants et des téléphones, explique la nervosité américaine et la guerre commerciale qu’ils mènent au nom de la cyber-sécurité contre les grandes entreprises chinoises. On peut s’amuser de ce regain soudain d’intérêt des autorités américaines pour la propriété quand on sait que les géant des GAFAM, Google en tête, se moquent copieusement de la notion même de propriété : les réticences de Google a appliquer le « droit voisin » sur les droit d’auteurs montre qu’une partie du modèle économique de l’économie numérique américaine repose plus sur le rachat de la connaissance voire le pillage de la connaissance que sur la création de connaissance. Une stratégie commercialement gagnante mais, peut-être, industriellement perdante. La puissance née de la connaissance est aujourd’hui l’objet d’un débat, notamment concernant les logiciels libres (En *open source*) et le traitement des données personnelles : la migration récente de millions d’utilisateurs de *WhatsApp* vers *Signal* (L’application miroir) et *Telegram* lors de l’annonce du changement des règles de confidentialité montre que les utilisateurs des réseaux sociaux sont de plus en plus conscients du caractère stratégique et sensible du stockage des données numériques, et singulièrement des leurs. Les scandales liés à la vente des données personnelles par *Facebook*, notamment auprès de *Cambridge Analytica*, une entreprise qui prétendait orienter les votes grâce aux *data scientists* (Les analystes des masses de données numériques) et aux *fake news*, montre avec quelle désinvolture les GAFAM traitent la propriété.

La cyber-sécurité est devenue **un enjeu de souveraineté numérique** (BENHAMOU & SORBIER, « Souveraineté et réseaux numériques », *Politique étrangère*, 2006, 3ième trimestre, Institut Français des Relations Internationales, IFRI, 2006), au même titre que la préservation des données personnelles. Posséder en droit des connaissances n’a jamais suffit. Il faut à la fois faire respecter ce droit et savoir protéger ses secrets, surtout quand ils sont commerciaux ou industriels. Finalement, la connaissance scientifique théorique vaut moins cher que le brevet, l’invention moins que l’innovation, c’est-à-dire la traduction commerciale de l’invention. Et l’innovation ne vaut que si ses arcanes secrets sont bien gardés : c’est pourquoi la cyber-sécurité est devenue le nouveau champ de bataille des puissances. C’est que, désormais, les attaques informatiques ne concernent plus seulement les particuliers : les entreprises stratégiques et les administrations publiques sont victimes d’attaques pour paralyser leurs systèmes informatiques ou pour les espionner. En février 2021, la municipalité de Tampa (Floride, États-Unis) a été victime d’une attaque informatique qui visait son système de distribution d’eau potable, et les pirates avaient augmenté la dose d’Hydrochlorure de sodium, un poison s’il est administration à haute dose. Entre 2019 et 2020, une attaque organisée par un État encore non-identifié a introduit un cheval de Troie dans un logiciel d’administration de serveur d’une entreprise texane qui avait comme clients aussi bien Microsoft que le FBI : pendant des mois, des données stratégiques ont été téléchargées vers des sites étrangers de collecte de données. Si l’ICANN (Los Angeles, Californie, États-Unis) qui gère les noms de domaine est devenue indépendante du gouvernement fédéral américain, les grandes puissances (Russie, Chine, États-Unis) refusent toujours la mise en place d’une législation internationale sur le Net : *de facto*, le Net appartient à celui qui dispose des moyens techniques et scientifiques les plus sophistiqués. L’Union Européenne (UE), tiraillée entre le désir de construire une Europe de la cyber-sécurité et son inféodation à l’Organisation du Traité de l’Atlantique Nord (OTAN) n’a pas su construire une Europe de la cyber-sécurité. L’Appel de Paris, pour une gouvernance transparente et multilatérale du Net, l’engagement de l’ONU en faveur d’une législation internationale pour le Net, ne changent pas encore les grands équilibres. Les États-Unis dominent par leurs câbles et leurs satellites, les Russes et les Chinois par leurs analystes, leurs programmeurs et leurs mathématiciens. Et la balance penche inexorablement en faveur des derniers. Les efforts de la France, en particuliers son alliance avec les Pays de l’Europe Centrale et Orientale (PECO) et surtout les pays baltes, pour mettre sur pied une coopération opérationnelle dans le domaine de la cyber-sécurité finissent par faire sourire devant la taille des défis posés par les Russes, les Chinois et les Américains.

Au-delà de la question de la propriété de la connaissance, il faut peut-être s’interroger sur la **substance même de cette connaissance** : le savoir technique (et sa propriété puis sa protection) est-il le fondement de la puissance par la connaissance ? Si l’on suit les exemples de l’Union des Républiques Socialistes Soviétiques (URSS) et des États-Unis pendant la Guerre froide (1947-1991), le pouvoir que ces deux superpuissances ont exercé sur le monde a tenu autant – sinon plus – par leur capacité à produire un discours explicatif du monde que par des performances technologiques ou scientifiques. Même si les prouesses spatiales furent des symboles forts de leurs puissances respectives, elles ne permirent que de conforter les alliés dans la capacité des deux superpuissances à dominer le monde : elles ne furent pas des éléments déclencheurs de l’adhésion des nations à telle ou telle superpuissance. Les *think tanks* américains, et chinois aujourd’hui, sont des outils de domination par la connaissance bien plus efficaces que tous les vaccins anti COVID. La capacité des États-Unis à donner des mots au Reste Du Monde pour dire le monde a marqué son entrée en scène lors des deux siècles : ce sont les *spin doctors* de WILSON qui inventent l’expression de « Guerre mondiale » en 1917, alors que les Européens préfèrent la « Grande Guerre ». C’est la terminologie américaine qui est entrée dans les consciences. C’est encore les Américains qui inventent le concept de « Choc des civilisations » (HUNTINGTON, 1994-1996), de « Guerre globale contre le terrorisme » (2001). Le concept de « Guerre globale » est en lui-même un concept américain forgé durant la Seconde Guerre mondiale qualifiée par les stratèges de *Global War*. Harvard en fait autant pour la puissance américaine avec ses idéologues que le MIT avec ses chercheurs. Si Stanford produit de la richesse, c’est Harvard qui produit de la puissance : la fascination exercée par une puissance tient plus à sa capacité à proposer un récit du monde qu’à sa capacité à innover. Cuba, ruinée par l’embargo américain, reste un modèle pour les révolutionnaires sud-américains en raison du discours tiers-mondiste et non par ses prouesses spatiales ou numériques. L’aura du modèle chinois en Afrique date du voyage de ZHOU Enlai en Tanzanie (1966) quand la RPC s’est faite la championne de la lutte anticoloniale et anti-apartheid, à une époque où elle était elle-même un pays du Tiers-Monde sous-développé et dévoré par les famines consécutives au « Grand Bond en avant ». C’est pendant la « Révolution culturelle prolétarienne » que le maoïsme est devenu la *doxa* de l’intelligentsia occidentale, alors que la RPC était en proie à une quasi guerre civile et ses élites scientifiques déportées ou assassinées.

La connaissance n’est en soi le vecteur d’aucune puissance : encore faut-il la posséder en droit et savoir faire respecter ce droit. Mais **la connaissance technique et scientifique n’exerce aucune séduction de nature à renforcer la puissance géopolitique**. C’est la capacité d’un pays à produire un récit explicatif du monde qui rend légitime sa puissance économique et géopolitique et rend son modèle attractif et séduisant.

**\* \* \***

En savoir plus que son voisin est indéniablement préférable au fait d’en savoir moins : mais la place prise par la connaissance dans la fabrique de la puissance dépasse ce constat de bon sens. **La connaissance est dans le système économique et géopolitique contemporain un élément fondamental pour rayonner et créer de la richesse.** Cet état de fait est peut-être passager, né du déséquilibre entre certaines régions du monde capables de monopoliser les savoirs stratégiques et d’autres dépendantes des brevets. Passée cette période de grande asymétrie, il est envisageable que la puissance redeviendra ce qu’elle a toujours été : la capacité à incarner un idéal et la volonté de l’internationaliser au besoin par la force du fait accompli ou de la guerre. Les échecs géopolitiques répétés des puissances militaires soviétiques (Afghanistan, 1987)) et américaines (Vietnam, 1975, Somalie, 1993), les déboires américains et européens dans la diplomatie internationale sont à cet égard révélateurs **d’un retour dans l’ordre géopolitique mondial du XXIe siècle des vieilles logiques impériales- et presque coloniales - décomplexées du XIXe siècle**.

Ce que l’époque rend opaque, c’est sans doute le caractère second dans l’ordre de la connaissance des savoirs techniques et scientifiques : si la Russie et la Chine séduisent c’est par la constance de leurs prises de positions internationales antioccidentales, et non par la production d’un discours pour le monde. Leur puissance mondiale ne se manifestera pas par des prouesses technologiques ou scientifiques mais par la capacité qu’ils auront de **donner aux hommes les mots pour comprendre le monde.**

© **Souleymane** ALI YÉRO, **Erwan** BERTHO & **Ronan** KOSSOU (2021).